

ArcelorMittal va fermer ses deux hauts fourneaux à Florange, Arnaud Montebourg à la rescousse

Le HuffPost/AFP | Publication: 27/09/2012 07:27 CEST Mis à jour: 27/09/2012 10:58 CEST

Recommander

Soyez le premier de vos amis à recommander ça.

0



SUIVRE: [Économie](#), [Arnaud Montebourg](#), [Arcelormittal](#), [Fermeture Arcelormittal](#), [Fermeture Hauts Fourneaux Arcelormittal](#), [Florange](#), [Industrie](#), [Lorraine](#), [Siderurgie](#), [Usine Florange](#), [Actualités](#)

ÉCONOMIE - La direction d'**ArcelorMittal** a confirmé au gouvernement la fermeture définitive des deux hauts fourneaux de l'aciérie de Florange en Lorraine, révèle *Libération* jeudi. Mais l'Etat travaille à un projet de reprise pour un euro symbolique.

Selon le journal, qui ne cite pas de source, le groupe sidérurgique basé à Luxembourg a confirmé au gouvernement sa décision de fermer définitivement les deux hauts fourneaux P3 et P6, comme le redoutent les syndicats alors qu'un comité central d'entreprise sur l'avenir du site a lieu lundi.

Ces hauts fourneaux, à l'arrêt depuis juin et octobre 2011, emploient 550 des 2800 employés du site lorrain.

Mais, toujours selon *Libération*, "le gouvernement est, depuis trois semaines, en négociations avancées pour obtenir de Mittal qu'il accepte de céder la 'filière chaude' (hauts fourneaux et aciérie) pour l'euro symbolique".



Des négociations difficiles

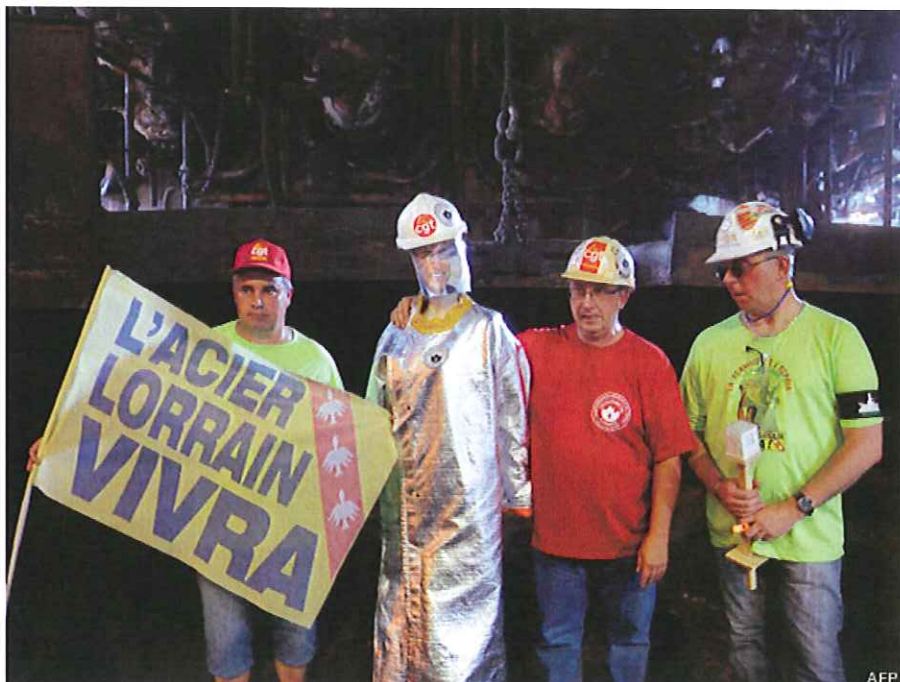
ArcelorMittal accorderait ainsi un délai de "plusieurs mois" pendant lequel l'Etat serait chargé de trouver un repreneur, le géant de l'acier gardant lui la "filiale froide" de transformation du métal produit localement.

"Rien n'est encore signé" et "le sidérurgiste est difficile à convaincre", rapporte *Libé*. Ces négociations correspondent à la promesse faite par François Hollande durant la campagne de forcer les grands groupes à céder les sites industriels qu'ils veulent fermer, souligne le journal.

Ces informations surviennent alors que le ministère du Redressement productif a confirmé qu'Arnaud Montebourg se rendrait jeudi à Florange.

"Arnaud Montebourg, on n'a rien à lui dire, on a juste envie de l'écouter", a commenté un des responsables CFDT de l'aciérie mosellane, Edouard Martin, après la confirmation de la venue du ministre en Lorraine. "Pendant l'été, ses conseillers nous disaient qu'il viendrait uniquement s'il avait des choses positives à annoncer. Alors on espère qu'il a quelque chose dans sa besace", a-t-il expliqué, soulignant que "s'il n'avait rien à nous dire, ce serait un suicide politique".

"Il faut attendre de voir ce que M. Montebourg propose, avance de son côté Walter Broccoli, de Force ouvrière. L'objectif, c'est de voir couler l'acier en Lorraine, mais il faut voir dans quelles conditions: comment vont-être traités les salariés, avec quelles stratégies, et quelle somme l'Etat est-il prêt à mettre?", a-t-il interrogé.



Montebourg, acte II

Les syndicalistes craignent une annonce de la fermeture définitive des hauts fourneaux lors d'un comité central d'entreprise extraordinaire convoqué lundi matin au siège français du groupe à Saint-Denis en banlieue parisienne. L'ordre du jour ne comporte qu'un seul point: "Information sur la situation économique et industrielle d'Arcelor Mittal Atlantique et Lorraine".

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, interrogé jeudi sur les perspectives d'arrêt définitif des hauts fourneaux de Florange, s'est dit "(évidemment) solidaire des salariés, parce que c'est une situation extrêmement angoissante pour chacun d'entre eux". "En même temps, une entreprise ne ferme pas par plaisir, a-t-il commenté. Ce qui est capital, c'est qu'on mette plus que jamais sur la table, comme nous l'avons fait d'ailleurs, la compétitivité de nos entreprises au coeur de tous les grands sujets".

Arnaud Montebourg avait déjà rencontré les dirigeants d'ArcelorMittal le 30 août, au sujet du rapport d'une mission d'expertise dirigé par Pascal Faure remis fin juillet et qui concluait à la viabilité de Florange. Le groupe ArcelorMittal avait alors "réaffirmé son engagement vis-à-vis de la France qui reste un pays stratégique pour le groupe".

A Florange, les syndicats ont engagé un bras de fer avec la direction depuis février à coup d'occupation des locaux, de blocages du site ou de manifestation en Lorraine ou à Paris. En mars, [Nicolas Sarkozy avait annoncé un investissement de 17 millions d'euros d'ArcelorMittal à Florange](#), notamment pour faire redémarrer le P6 au deuxième semestre 2012.

Il y a 3 ans, [un millier de métallos s'étaient retrouvés au chômage technique pendant plusieurs mois à Florange](#), ArcelorMittal ayant été contraint de mettre temporairement à l'arrêt ses hauts fourneaux à cause d'un carnet de commandes trop dégarni.

Plus sur France...